

ACTION URGENTE

UN MILITANT DÉTENU AU SECRET EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

On ignore où se trouve le militant associatif Juan Almonte Herrera depuis qu'il a été enlevé, le 28 septembre, à Saint-Domingue, la capitale de la République dominicaine. Il est probablement détenu au secret par des policiers et risque d'être victime d'une disparition forcée.

Le 28 septembre, **Juan Almonte Herrera**, membre de l'association locale dominicaine Mundo, se rendait à son bureau à Saint-Domingue lorsqu'il a été arrêté par quatre hommes armés. Ces derniers l'ont fait monter de force dans une voiture et ont démarré. Des témoins oculaires les ont identifiés comme des agents du service de la police nationale chargé de lutter contre les enlèvements. Deux heures après que Juan Almonte Herrera eut été enlevé, la police a annoncé à la télévision qu'elle le recherchait parce qu'il faisait l'objet d'une enquête en liaison avec le kidnapping d'un homme de dix-neuf ans dans la ville côtière de Nagua (nord-est du pays).

Amnesty International craint fortement que Juan Almonte n'ait été arrêté arbitrairement. On ignore où il se trouve et il n'a eu aucun contact avec sa famille ou ses collègues.

Une action en *habeas corpus* (procédure permettant la comparution immédiate d'un détenu devant une autorité judiciaire afin de contester la légalité de la détention et de permettre ainsi une éventuelle remise en liberté) a été introduite par ses proches. Le 2 octobre, le tribunal a ordonné que les autorités libèrent immédiatement Juan Almonte, car celui-ci était privé de liberté sans que la justice l'ait décidé. La police n'a pas obéi à cet ordre.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à prendre sans délai des mesures afin de déterminer le lieu où se trouve Juan Almonte Herrera, qui a été enlevé, probablement par des policiers, le 28 septembre à Saint-Domingue ;
- s'il est détenu, demandez qu'il soit libéré immédiatement ou bien inculqué d'une infraction reconnue par la loi, et qu'il lui soit permis sans délai d'entrer en contact avec sa famille et un avocat, ainsi que de recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- priez instamment les autorités de mener une enquête exhaustive sur l'arrestation arbitraire de Juan Almonte et de traduire en justice les responsables présumés.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 NOVEMBRE 2009 À :

Chef de la police :

Mayor General Ingeniero Rafael
Guillermo Guzmán Fermín
Jefe de la Policía Nacional
Oficina del Jefe de la Policía Nacional
Palacio de la Policía Nacional
Santo Domingo, République
dominicaine

Fax : +1 809 685 4510

**Formule d'appel : *Estimado Jefe de la
Policía Nacional, / Monsieur,***

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Franklin Almeyda Rancier
Secretario de Estado del Interior y la
Policía
Ave. México, Esq.
Leopoldo Navarro, Edif. Oficinas
Gubernamentales,
Santo Domingo, République
dominicaine

Fax : +1 809 685 6599

**Formule d'appel : *Estimado Señor
Secretario, / Monsieur le Ministre,***

Copies à :

Procureur général :

Sr. Radhamés Jiménez Peña
Procurador General de la República
Palacio de Justicia, Ave. Jiménez Moya
esq. Juan Ventura Simón,
Centro de los Heroes, Constanza,
Maimón y Estero Hondo.
Santo Domingo, République
dominicaine

Fax : +1 809 533 4098

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la République dominicaine dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

